



À

**Monsieur le secrétaire d'État chargé des Transports**

**Le 11 octobre 2019**

**Objet : Ligne ferroviaire Grenoble – Gap**

Monsieur le secrétaire d'État,

Dans un entretien au *Dauphiné libéré* le 19 septembre dernier, vous avez annoncé que l'État prendrait sa part des travaux urgents à réaliser sur la ligne ferroviaire Grenoble-Gap, pour éviter la fermeture du tronçon Vif-Veynes prévue pour décembre 2020.

Vous avez précisé que l'intention de l'État était que ces travaux soient programmés en 2020 pour permettre, outre le maintien des circulations TER, le passage du train d'équilibre du territoire Paris-Briançon par Grenoble pendant les neuf mois de travaux prévus sur le tronçon Valence-Gap.

Vous avez enfin annoncé un comité de pilotage, qui devait acter ces engagements.

Or, force est de constater que ce comité de pilotage a eu lieu le 26 septembre dernier à Gap sous la présidence du préfet de Région PACA Pierre DARTOUT, mais que les engagements ne sont toujours pas pris.

Ces annonces prometteuses non suivies d'effet suscitent la colère des habitant-es et des élu-es des territoires concernés.

Car la situation est paradoxale et incompréhensible : comment expliquer que tous les acteurs institutionnels du dossier se soient engagés à financer le montant nécessaire aux travaux, et que ceux-ci ne soient toujours pas programmés ?

Lors de la réunion du COPIL, SNCF Réseau a proposé un devis de 18 millions de travaux urgents en 2020. L'État s'est engagé à financer 10 millions, et la Région Auvergne-Rhône-Alpes, 6 millions. Avec les financements votés de longue date par les autres collectivités locales, la somme réunie dépasse même les besoins.

Le gestionnaire du réseau a précisé qu'il ne pourrait plus programmer les travaux à temps si les conventions ne lui étaient pas parvenues au mois de novembre.

L'échéance est donc claire : si le comité de pilotage de l'étoile ferroviaire de Grenoble prévu en préfecture de l'Isère le 22 octobre ne valide pas ces travaux, l'engagement de l'État ne sera pas respecté.

**contact@etoileferroviairedeveynes.info**  
**etoileferroviairedeveynes.info**  
**Facebook : @ligne.grenoble.gap**  
**Twitter : @etoileFVeynes**

La lecture rétrospective des annonces de l'État à propos de la ligne Grenoble-Gap depuis un an, jamais suivies d'effet, montre que le Gouvernement n'a cessé de jouer la montre.

En particulier, lors du comité de pilotage du 19 septembre dernier, l'État avait conditionné son engagement financier au résultat d'études préliminaires, alors que les besoins financiers et les problématiques techniques de l'axe étaient parfaitement documentés.

Néanmoins, le préfet de Région PACA s'était engagé à lancer ces études un mois plus tard. En réalité, il a fallu les attendre près d'un an.

Aujourd'hui, l'urgence est là, ainsi que la parole de l'État : ces attermoissements ne sont plus possibles.

C'est pourquoi nous vous demandons de mettre les travaux urgents sur la ligne ferroviaire Grenoble-Veynes-Gap à l'ordre du jour du COPIL du 22 octobre pour qu'ils y soient décidés, avec l'ensemble des partenaires financiers.

Afin d'affirmer notre détermination nous appelons la population à manifester tout au long de l'axe Grenoble-Gap le samedi 9 novembre.

Dans cette attente,

Avec l'expression de notre plus haute considération,

**Le Collectif de l'étoile ferroviaire de Veynes, avec :**

**Marie-Noëlle Battistel, députée de l'Isère,  
Jean-Claude Bizec, maire de Vizille,  
Gérard Blanchard, maire de Saint-Michel-de-Chaillole,  
Bernard Buis, sénateur de la Drôme,  
Sabine Campredon, maire de Le Percy,  
Maurice Chautant, maire de la Roche des Arnauds,  
Francis Dietrich, maire de Champ-sur-Drac,  
Christian Durand, maire de Chorges,  
Christophe Ferrari, président de la métropole grenobloise,  
Joël Giraud, député des Hautes-Alpes, rapporteur du budget,  
Guillaume Gontard, sénateur de l'Isère,  
Patricia Mohret-Richaud, sénatrice des Hautes-Alpes,  
Yann Mongaburu, président du SMTIC de l'agglomération grenobloise,  
Marie-Pierre Monier, sénatrice de la Drôme,  
René Moreau, maire de Veynes,  
Ginette Mostachi, conseillère départementale des Hautes-Alpes,  
Eric Piolle, maire de Grenoble,  
Frédérique Puissat, sénatrice de l'Isère,  
Syndicat CGT des Cheminots de Grenoble,  
Anne Truphème, conseillère départementale des Hautes-Alpes,  
André Vallini, sénateur de l'Isère.**